

LE RETOUR DES JOURS HEUREUX

Pour Réseau Salarial :



Association d'éducation populaire qui réunit des travailleuses et des travailleurs de tous horizons : du salarié.e du privé au fonctionnaire, du chômeur.euse à l'entrepreneur.euse, du parent, de l'étudiant.e ou du retraité.e. Notre objectif est de prolonger et diffuser une pensée révolutionnaire orientée vers la maîtrise collective des moyens de production et l'octroi à toutes et à tous d'un salaire lié à la personne en fonction de sa qualification

Nombreux sont ceux qui se demandent et se battent pour une répartition plus juste de la valeur produite, pour redonner à chacun sa part du PIB. Il faut pour cela se demander comment est créée cette valeur ? Qu'est ce que le travail ? Nous pensons qu'il faut avant tout s'approprier le travail, et donc la valeur, pour ensuite discuter de sa répartition dans un autre monde que celui du profit, un monde sans prédation financière et sans crédit pour financer le travail. Comment comptons-nous y arriver ? En mobilisant, dans sa richesse et sa diversité, la boîte à outils de l'éducation populaire.



Pour Emanciper :

En plus de la thèse défendue par Bernard Friot décrite plus haut nous souhaitons, aussi démontrer qu'en France la démocratie n'a jamais été réellement expérimentée. Qui peut encore croire, aujourd'hui, que la « démocratie » consiste à déposer un bulletin dans une boîte en plastique transparent, une fois tous les cinq ou six ans ? Nous proposons de déconstruire le mot « démocratie », de sortir de la pensée binaire qui met d'un côté, les régimes dictatoriaux type « Corée du nord » et de l'autre, les « démocraties occidentales » qui seraient idéales en termes de libertés et d'institutions.

A rebours, nous défendons la thèse que notre régime n'est pas une démocratie mais une « oligarchie électorale libérale ploutocratique ».

Nous proposons également à l'occasion de nos ateliers d'éducation populaire, réunions, débats, des jeux de désintoxication du langage, en nous appuyant sur des textes, discours, communiqués audio, vidéo... et de remettre les mots à l'endroit pour ne pas penser à l'envers. Parce que la corruption du langage entraîne celle des esprits.

1. Quelle constat faites-vous de la réalité vécue dans votre champ d'action habituel durant cette période inédite ?

Cette crise sanitaire, sociale et économique, révèle des inégalités et des injustices qu'il est grand temps d'interroger en profondeur, notamment au sujet du travail. Mais elle permet aussi de mettre en évidence et d'apprécier les formes émancipées du travail et les atouts de la sécurité sociale, qui encadre ces nouvelles

formes de travail de façon remarquable en sécurisant le salaire des soignants, des retraités, des parents et des chômeurs.

Face à la souffrance au travail qui se généralise dans nos sociétés et face à la précarité qui augmente en parallèle, il est temps de se poser les bonnes questions : qui décide de notre travail, de son organisation, de sa finalité, de sa valeur ? Qui décide de ce qui est utile ou pas ? Qui décide de ce qui est du travail ou pas ? Qui décide de ce qui vaut, et de ce qui ne vaut pas ?

C'est sur ce point précis, le travail, que nous aimons réfléchir et donner à réfléchir... Si l'organisation actuelle du travail (la forme capitaliste) nous ôte toute maîtrise sur nos activités professionnelles, sur la finalité de nos productions et sur la protection de l'environnement au passage. En réalité, il existe une autre organisation et une autre forme du travail (non capitaliste) qui nous prouve qu'il est possible de maîtriser la production, son organisation et son financement, sans dépendre du capital et de ses acteurs parasites et irresponsables.

2. Notre collectif est très attaché au programme du Conseil National de la Résistance. Pensez-vous que celui-ci, une fois actualisé, puisse ouvrir un chemin pour un autre avenir ?

Contre le capitalisme, le marché du travail et la propriété à but lucratif (que nous distinguons de la propriété d'usage), nous voulons continuer, poursuivre et étendre les expériences révolutionnaires de la cotisation sociale et du salaire à vie. Contre la peur du lendemain qu'impose le marché du "travail" et le capitalisme, nous invitons à poursuivre et à pousser toujours plus loin le projet de régime général de la Sécurité sociale, en l'étendant à d'autres secteurs d'activités comme l'alimentation, l'accès à l'eau et à l'énergie, la culture, la presse et les médias en général, etc...

En effet, la cotisation finance des pensions (salaire des retraité.e.s) et des soins de santé (salaire des soignants) libérés de la propriété lucrative et nous montre qu'il n'y a nul besoin d'accumulation financière pour financer l'investissement. Le salaire à la qualification du secteur privé, le grade de la fonction publique, la pension des retraités montrent quant à eux que l'on travaille mieux, et pour faire des choses plus utiles, quand on est libéré du marché du travail (plus communément nommé « emploi »).

Nous pouvons donc nous appuyer sur ces anticipations, notamment mises en œuvre par le programme du CNR à la Libération et plus globalement par les conquêtes de lutte ouvrière au cours du 20ème siècle, pour poser au cœur des droits politiques notre capacité, individuelle et collective, à créer la valeur économique sans employeurs ni prêteurs. Pour que soit créé un nouveau statut de la personne : le statut politique du producteur, inaliénable et inconditionnel dès la majorité. Tout comme le droit de vote nous rend responsable démocratiquement, la qualification personnelle nous rendra

responsable économiquement, quand l'économie ce ne sera plus "eux", mais "nous" !

3. Selon vous, quelles mesures seraient impératives pour que le jour d'après ne ressemble pas au jour d'avant ?

Il faut se réapproprier les victoires du 20ème siècle (et fin du 19ème) de la classe ouvrière, les conquêtes de la CGT et du Parti Communiste, tous deux moteurs dans ces avancées révolutionnaires. Il faut donc honorer les conquêtes sociales, notamment celles gravées dans le marbre à la Libération, grâce à la présence de Maurice Thorez, Marcel Paul et Ambroise Croizat au gouvernement à ce moment précis. Plus largement, reprendre la main sur l'histoire sociale afin que cette mémoire et les institutions concrètes qui nous ont ainsi été léguées, puissent être un véritable tremplin pour aller encore et toujours plus loin. Et cela devient urgent si on veut s'affranchir du capitalisme qui saccage le travail, l'humain et l'environnement.

Réseau Salarial s'inspire de l'expérience massive et de long terme d'un déjà-là révolutionnaire. En effet, des pratiques collectives de travail et de production alternatives au système capitaliste sont pratiquées au quotidien par les fonctionnaires, les parents, les retraité.e.s, les chômeur.e.s ... Ce que permet la socialisation de l'économie en somme. Mais ces pratiques sont systématiquement soit passées sous silence, soit dévalorisées par l'idéologie capitaliste.

Réseau salarial se veut un espace de partage et de diffusion de ces pratiques révolutionnaires et de leur transformation sous la forme de savoirs collectifs et militants. Et parce que ces savoirs doivent être accessibles à tou.te.s, nous utilisons les outils de l'éducation populaire pour les transmettre.

Réseau Salarial et Emanciper,

Organisations

Réseau Salarial: <http://reseau-salarial.info>

Association Emanciper, Chambéry: <http://emanciper.org>

Sur la page suivante, les liens pour explorer nos sujets sur nos 2 sites

Sur les idées du Réseau Salarial et de Bernard Friot

Sur les retraites et à travers elle, le travail, la sécu

Sur la sécu et son extension

Pour se désintoxiquer du discours dominant